

L'essentiel

► Egypte : le taux de croissance du PIB atteint +1,5 % en 2020

Selon le gouvernement égyptien, le taux de croissance du PIB s'est établi à +2,0 % en g.a. au T4 2020 (contre +0,7 % au trimestre précédent, et +5,6 % au T4 2019). La croissance annuelle est donc ramenée de +5,6 % en 2019 à +1,5 % en 2020, faisant de l'Égypte l'un des quelques pays à connaître une croissance positive en 2020. Le ministère de l'économie prévoit désormais une croissance du PIB en g.a. de +2,8 % au T1 2021, puis de +5,3 % le trimestre suivant. Parmi les secteurs de croissance : la logistique (transport et stockage), l'agriculture, la santé et l'éducation, tandis que le tourisme, l'industrie manufacturière et le Canal de Suez affichent sans surprise des baisses d'activité sur la période.

► Afrique du Sud : contraction du PIB de 7% en 2020 malgré un rebond au second semestre

Selon l'institut statistique sud-africain, le PIB a enregistré une baisse de 4,1% en g.a. en T4 2020. Par rapport au trimestre précédent, la production est toutefois en hausse de 3,8% en v.t, un résultat supérieur aux prévisions du consensus de marché, confirmant la reprise après le net rebond déjà observé au trimestre précédent. Sur le plan sectoriel, les principaux contributeurs sont le secteur manufacturier (+8,5% v.t) et le commerce domestique (+18,9% v.t). Toutefois, ces bonnes performances ne suffisent pas à empêcher une contraction du PIB de 7% (g.a) sur l'ensemble de l'année 2020, pire résultat depuis 1946. Côté demande, l'investissement, déjà faible dans le pays, a été particulièrement touché (-17,5% v.a), tout comme la consommation des ménages (-7,1% v.a), en raison de la destruction massive d'emplois (chômage à 32,5%) et de la baisse substantielle des revenus. Côté offre, le commerce domestique (-14,8% v.a) et l'industrie (-10,8% v.a) ont connu une forte contraction, alors que l'agriculture s'est montrée résiliente (+0,3% v.a). Pour 2021, si le consensus de marché table sur un retour à la croissance de l'ordre de 4%, son ampleur demeure largement dépendante de l'évolution de la situation sanitaire.

► Colombie : révision à la hausse du déficit budgétaire pour 2021 (- 8,6 % du PIB)

Le ministre des finances a annoncé que le déficit budgétaire atteindrait 8,6 % du PIB, en raison de la situation sanitaire toujours dégradée (contre -7,8 % du PIB initialement prévu). L'agence *Moody's*, qui doit bientôt réévaluer la note souveraine de la Colombie, anticipait un déficit de -7,5 % du PIB, et a déclaré que la réforme fiscale serait « décisive » pour le maintien de la notation actuelle. L'agence attribue à la Colombie la note Baa2 (deux crans avant la perte de l'*investment grade*), avec perspective négative, alors que *Fitch* et *S&P* attribuent la note BBB- (un cran au-dessus du *non-investment grade*), avec perspective négative. Le gouvernement colombien devrait présenter dans les prochains mois une importante réforme fiscale, visant une augmentation des recettes budgétaires de plus de 1,5 point de PIB, notamment via une rationalisation des exonérations, nombreuses, de TVA. Selon les analystes, l'entrée en vigueur de cette réforme fiscale est impérative pour assurer la soutenabilité de la dette publique (68,2 % du PIB fin 2020).

► Chine: objectifs macroéconomiques, budgétaires et d'inflation pour l'année 2021

Les « Lianghui » (« deux sessions » en chinois), sessions plénières annuelles de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois et de l'Assemblée Nationale Populaire, se tiennent du 4 au 15 mars. Elles ont fixé les principaux objectifs macro-économiques pour 2021, parmi lesquels (i) un objectif de croissance annuel d'au moins 6% de croissance, objectif facilement atteignable compte tenu de l'effet de base favorable et qui s'inscrit dans la volonté de réforme et de développement d'une croissance de qualité, (ii) un objectif de création d'emplois urbains de 11 millions (soit le même objectif qu'en 2019 et après 9 M en 2020), (iii) un objectif d'inflation à 3% (contre 2,5% en 2020) et (iv) une cible de déficit budgétaire ramenée à environ 3,2% du PIB (contre "3,6% ou plus" en 2020) reflétant une politique budgétaire toujours proactive, une hausse des transferts vers les gouvernements locaux et des quotas d'émissions obligataires publiques généreux. Sur l'inflation, l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) continue de se contracter en février (- 0,2%) en raison notamment de la baisse des prix du porc (fin de la peste porcine africaine) à l'inverse des prix à la production qui augmentent sensiblement (+1,7% en g.a) face à la hausse des cours des matières premières (notamment du pétrole qui approche désormais de 70 USD/baril). Cette divergence pourrait mettre à mal les marges des entreprises.

► Vietnam : hausse de 23% des exportations de téléphones et composants de téléphones

Les exportations de téléphones et de composants de téléphones fabriqués au Vietnam ont généré environ 9,3 Mds USD de recettes entre janvier et février, en hausse de +22,8% en g.a., prenant la tête des produits à l'exportation. Selon les douanes vietnamiennes, la valeur des exportations de téléphones et de composants téléphoniques représentait 19,2% du total des recettes d'exportation.

Point Marchés

Les marchés émergents ont enregistré des performances hétérogènes cette semaine. Les marchés actions sont en légère hausse, plus marquée dans certains pays exportateurs bénéficiant d'une hausse du prix des matières premières, dont les pays exportateurs de pétrole tels que l'Arabie saoudite ou la Russie. Les devises émergentes ont connu en moyenne une appréciation cette semaine, en particulier le rand sud-africain. Enfin, les spreads souverains ont enregistré des performances dispersées, quelques pays seulement enregistrant un resserrement, notamment la Tunisie et la Turquie.

L'indice boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars) a enregistré un gain cette semaine (+0,8 %), après les pertes de la semaine dernière (-2,7 %). Les gains régionaux ont été les plus importants en Amérique latine (+2,4 % après un indice quasi-stable la semaine dernière), en particulier l'indice boursier chilien (+ 5,7%) ; le premier producteur mondial a bénéficié de l'augmentation des prix du cuivre, qui ont atteint leur point le plus haut depuis dix ans. L'indice boursier saoudien a également enregistré l'une des meilleures performances cette semaine (+5 %), bénéficiant de l'augmentation des prix du pétrole. Le prix du brut approche les 70 dollars le baril et a gagné 35% depuis le début de l'année, les investisseurs s'attendant à une reprise de la demande et à une diminution de l'offre. L'OPEP, la Russie et leurs alliés, ont décidé jeudi de maintenir la réduction de la production, ce qui a alimenté la hausse des cours. L'indice boursier russe a enregistré une hausse de 4,3 %, bénéficiant également de cette hausse des prix du pétrole.

Les grandes devises émergentes se sont en moyenne appréciées face au dollar US cette semaine. Le rand sud-africain s'est apprécié de 3,5 %, après une dépréciation de 1,5 % la semaine dernière. Les investisseurs dans les marchés émergents craignaient que l'accélération de la reprise économique aux États-Unis n'amène la Fed à réduire son programme d'assouplissement quantitatif plus tôt que prévu, ce qui pourrait causer une hausse des taux d'intérêts américains et pèserait sur les devises les plus risquées telles que le rand. Cependant, la Fed a signalé qu'elle ne réduirait pas sa politique accommodante, et les données d'inflation américaines ont rassuré les marchés financiers.

S'agissant des titres de dette souveraine, les spreads ont évolué en ordre dispersé cette semaine. La Tunisie a enregistré le resserrement le plus important (-48 pdb), après un fort écartement la semaine dernière (+101 pdb). Le pays vient de recevoir des doses de vaccins et lance sa campagne de vaccination, un mois après la date initialement attendue. Les mesures sanitaires ont été relâchées, dans l'espoir de sauver la saison touristique. La Turquie a également enregistré un resserrement de -18 pdb (après un écartement de 25 pdb la semaine dernière). Le pays est actuellement en phase de normalisation contrôlée, avec également un assouplissement des mesures sanitaires et la mise en place d'une campagne de vaccination depuis mi-janvier.

